



Politique des mots

LUC DELLISSÉ

Au moment où notre langue est confrontée à une série de ferments dissolvants, il faut songer sérieusement à s'adapter au langage d'aujourd'hui sans l'adopter dans tous ses travers. Posséder une langue à soi est la seule arme possible contre le flou organisé, et contre la dépossession.

J'appelle « une langue à soi » l'usage personnel, raisonné et intime des ressources potentielles d'une langue centrale. Tout conspire à nous rendre étrangers à nous-mêmes, et à nous faire prendre les mots pour des choses, non pas des choses que nous portons en nous, mais des choses maintenues à distance, et qu'on peut regarder mais pas « toucher ».

Un écrivain est pourtant armé pour ne pas se laisser prendre à ce piège. Il présente une différence essentielle avec la plupart des gens, qui croient à la force des mots. Un écrivain croit à la force des phrases, ce qui est fondamentalement différent. En ne s'attachant qu'aux mots, on ne perçoit pas les replis des phrases. Pourtant, c'est la phrase entièrement dépliée qui permet de comprendre et de voir ce que les mots maintiennent sous le boisseau.

Dans la phrase, le sens individuel des mots ne s'additionne pas, mais se déplace, se nuance, contredit le sens lexical au besoin, et le retourne quand il faut. Ce déplacement produit une modulation de fréquence où l'usage évolue en fonction d'un rythme expressif propre. De ce point de vue, l'écriture construite est toujours une prosodie.

La surévaluation lexicale, par rapport aux modulations de la langue qu'autorise la syntaxe, est en elle-même une erreur de langage. L'unité de la parole orale ou écrite est la phrase ou le membre de phrase combiné qu'on appelle un syntagme.

La contamination des mots par leur effet vibratoire constitue dès lors l'enjeu d'un combat littéraire, car il y a peut-être des synonymes quant au sens, mais pas quant à l'impression produite.

Le mot seul ne dit rien de précis. Sa précision est fonction directe de son emploi dans la phrase. C'est cet emploi qui, en fournissant le contexte et les modalités du souvenir que ce mot a pu avoir dans un autre contexte, dans une autre époque, dans une autre phrase, réactive sans fin le mot, pour l'empêcher d'être la petite pièce charmante et sans valeur d'une monnaie qui n'a plus cours.

Un mot, même pris individuellement, porte derrière lui une phrase cachée. Ce sont, si on veut, des mobiles privés, qui le font choisir, non pour communiquer sa définition, mais pour en faire surgir un surcroît d'être. Le mot *sourire* n'a pas pour moi une signification humaine indifférenciée. Il trouve sa jouvence dans la phrase sous-jacente : *J'aime le sourire d'Ève* (par exemple).

La question des mots déviés, par idéologie ou par ignorance, prend une importance plus aiguë encore lorsque la langue cherche à modifier notre vision, et qu'il ne s'agit pas d'aligner des informations, mais de chercher et si possible de produire un sens nouveau, et tout sauf innocent.

Souvent, la fortune récente de certains mots semble directement destinée à annuler la portée émotionnelle et musicale de la parole écrite ou prononcée, au profit d'un conditionnement.

Ainsi, *obsolète* devient un faux-semblant, une simple allusion technique, en ne faisant plus entendre le craquement de glace prémonitoire de *périné* ; *non-voyant* de même, en masquant toute l'expérience douloureuse d'un regard mort ; ou *caucasien*, en rendant impossible de reconnaître un personnage dans les pages de Balzac (Lucien de Rubempré était un Caucasien de vingt-deux ans) ou dans les rues de Montréal (« vous le reconnaîtrez sans peine : il porte une chemise Ralph Lauren et il est de type caucasien »).

Mais le problème s'aggrave quand les mots sont des mensonges et non simplement des erreurs ou des affadissements. Ces mensonges sont évidemment de divers ordres, et de divers niveaux de gravité.

En remplaçant, depuis quelques années, la notion, imparfaite mais inventive, de maniaco-dépressif, par celle de *bipolaire*, on ne rend pas à la pensée analytique un service signalé ; mais surtout on donne un tour de clé supplémentaire au langage pour maintenir l'attention à la surface des choses : nous n'essayons plus de comprendre la

nature du problème qui affecte un de nos congénères, nous nous contentons de constater qu'il est parfois *comme ci*, et parfois *comme ça*.

L'intention politique du langage dévié, c'est la substitution de l'émotion au sens. Elle peut être généreuse. Elle n'en consiste pas moins à créer des interprétations toujours plus orientées, ou en tout cas réécrites, de la réalité.

Par exemple, lorsqu'on parle de misère sexuelle des émigrés, pour expliquer que certains d'entre eux commettent des viols ou des délits sexuels sur leur terre d'arrivée, l'habitude que nous avons prise de considérer qu'un être qui a faim a le droit de voler pour ne pas mourir d'inanition, fait planer sur le droit de violer pour ne pas mourir de libido insatisfaite une sorte de doute positif ou, du moins, de compassion rédemptrice. Dès lors, inconsciemment ou consciemment, la victime du viol, assimilée à la nourriture indûment refusée, devient le sujet, et non pas l'objet, de l'injustice commise. Ou en tout cas, cela permet de faire régner une certaine ambivalence sur la nature et l'implication du crime perpétré.

Personne, sans doute, n'affirme directement qu'un supposé démuné sexuel a le droit de prendre par l'abus et la violence ce qu'on lui refuse ; mais ne pas affirmer explicitement quelque chose ne constitue pas pour autant sa condamnation.

Il suffit de voir la différence de traitement médiatique, dans nos pays, entre les cas de viols barbares et parfois collectifs quand il sont commis par des émigrés ou des citoyens d'origine non européenne, et les agissements d'un quidam ordinaire coupable d'indélicatesses comme les invites grossières ou les attouchements non sollicités, pour comprendre que l'innocence ou la transparence ne sont pas des catégories lexicales : le détournement consiste à utiliser, pour désigner deux faits de gravité inégale (main au panier et saillie collective), le même mot : viol.

Les questions d'ordre sexuel se prêtent particulièrement à ce brouillage de cartes, car notre pudeur ou notre gêne à les examiner de trop près laisse plus facilement passer les glissements de sens que quand il s'agit de domaines plus anodins, comme la cuisine ou le jardinage ; quoiqu'il soit toujours possible que l'idéologie introduise, dans l'acte de braiser une viande ou d'arracher des mauvaises herbes, la touche criminelle qu'on n'avait pas su voir.

Mais c'est probablement dans le domaine de la liberté et de la vie privée que la confusion règne le plus franchement, peut-être parce qu'elle y est le plus délibérément introduite. Il est difficile de ne pas être un peu soupçonneux, quand on voit les effets sur sa propre existence de mots de passe auxquels il nous est demandé de souscrire, non par raison mais par soumission.

Ainsi ce mot de *transparence*, qui ne cesse de nous être rebattu, dans un sens qui n'entretient avec la vérité et la clarté que d'assez lointains rapports. Le devoir de

transparence s'adresse à ceux qui ont reçu du peuple ou d'une entreprise publique des pouvoirs ou de l'argent à gérer pour le bénéfice commun. Les mandataires politiques, les hauts fonctionnaires, les militaires et responsables stratégiques ou financiers sont ainsi tenus de rendre compte, dans des conditions bien précises, de l'utilisation de ces moyens qu'on leur a délégués.

Il s'ensuit naturellement que ceux qui n'ont reçu nominaleme nt aucun pouvoir, qui n'ont à leur disposition aucun argent collectif ou public, n'ont aucun devoir de transparence particulier, et n'ont à rendre compte publiquement de rien. Or c'est le contraire qui se produit. *Transparence* devient le mot code d'une injonction à un universel *coming out*, dont l'objet n'est pas particulièrement les préférences sexuelles, mais la vie privée tout entière : ainsi les questions financières, religieuses, morales, culturelles, familiales sont considérées non seulement comme pouvant être posées n'importe où, à n'importe qui : mais ce n'importe qui est tenu d'y répondre sous peine d'être stigmatisé, contrôlé ou réprimé.

Ainsi le mot *individualisme*, jusqu'à la fin du siècle dernier, était un terme plutôt positif, désignant le désir d'effectuer soi-même ses choix de vie et de prendre ses décisions sans qu'elles soient dictées par la collectivité. Il est devenu un reproche et un objet de lamentation. Au sens courant et mesquin qu'on lui donne aujourd'hui, ce beau mot sert surtout à condamner le droit des individus à avoir un avis divergent de la majorité, même si la majorité, surtout si la majorité, est canalisée dans une direction que les intérêts du commerce, et non la liberté d'agir, justifient.

Un individualiste, si cela existe, n'est pas une sorte d'abruti guidé par son seul égoïsme et qui bouscule tout le monde pour passer en premier. Tout au contraire, c'est quelqu'un qui raisonne sa conduite et qui prend ses décisions en fonction des faits à sa disposition, sans suivre les diktats. Il les prend en étant conscient de la réalité et des droits d'autrui, non en les piétinant. C'est un adversaire du collectivisme, non de la collectivité.

Un individualiste, s'il existait ou avait existé, serait l'honneur de notre espèce menacée. Bien entendu, il n'existe pas – en tout cas pas à l'état pur. Mais il suffit d'imaginer ce qu'il pourrait être pour s'étonner qu'il fasse désormais figure de repoussoir.

En appliquant systématiquement ce terme aux égoïstes, aux imbéciles, aux brutes épaisses, à tous les gens qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez, à tous ceux qui n'ont aucune l'idée de leur intérêt bien compris, solidaire des autres humains, on fait passer un message clair : renoncez à penser par vous-mêmes, renoncez à vous informer de près, renoncez à décider par raison. Fiez-vous aux

injonctions, aux algorithmes, aux messages d'intérêt général, aux élus : ils savent mieux que vous qui vous êtes et ce qui vous convient.

Le langage dévié consiste à ne pas changer le sens probable du mot, mais à l'utiliser dans une interprétation décalée, et souvent réductrice. Ainsi, croyant dire le présent, le mot réécrit le passé, et le présent tout entier en est corrompu.

Sous prétexte de nous éloigner du mal, on nous éloigne du monde, et la façon la plus efficace est de nous retirer notre langue, en la rendant communicante, *lexicale* et déconnectée.

C'est pourquoi la méfiance envers les mots isolés, dont le sens varie avec le pouvoir, est véritablement une question de morale. Les mots peuvent dire tout ce qu'on veut. La syntaxe, dans une certaine mesure, rétablit le sens.

Copyright © 2023 Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique. Tous droits réservés.

Pour citer cet impromptu :

Luc Dellisse, *Politique des mots* [en ligne], Impromptu #39 (1^{er} octobre 2023), Bruxelles, Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique, 2023. Disponible sur : <www.arlfb.be>